

C.C.T.P

DCE- Indice E

LOT 04 – Plâtrerie- cloison

Réaménagement du R+1 de la CPAM de RODEZ

*155 Avenue de Bamberg
12020 RODEZ*



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Paris

Lyon

Montpellier

Bordeaux Nancy

Lille

1. CONTEXTE	4
1.1. Tableau des fondamentaux	4
1.2. MOE	4
1.3. Bureau de contrôle	4
1.4. SPS	4
2. PRESCRIPTION GENERALE	5
2.1. Objet	5
2.2. Connaissance des travaux	5
2.3. Programme travaux	5
2.4. Décomposition en lots	5
2.5. Éléments d'études	6
2.6. Vérification du projet	6
2.7. Connaissance des lieux - visite	6
2.8. Contenu des prix forfaitaires – quantité unitaire du CDPGF	7
2.9. Condition d'exécution	8
2.9.1. Protection incendie	8
2.9.2. Présence d'amiante	8
2.9.3. Exigences acoustiques	8
2.9.4. Nuisances liées à la pureté de l'air	9
2.9.5. Connaissance des réglementations et documents contractuels	9
2.9.6. Conformité des matériaux et composants	9
2.9.7. Études techniques	9
2.9.8. Vérifications techniques	9
2.9.9. Délais d'exécution	9
2.9.10. Réception	10
2.9.11. DOE 10	
2.10. Implantation des ouvrages	10
2.11. Fiches techniques - Echantillon	10
2.12. Vols et détériorations	10
2.13. Cahier des clauses administratives générales	10
2.14. Démarches et autorisations administratives	11
2.15. Mesures d'organisation du chantier	11
2.15.1. Contraintes d'accès – horaires – livraisons – bruits	11
2.15.2. Planning	12
2.15.3. Installation de chantier	13
2.15.4. Stockage	13
2.15.5. Consignations des réseaux avant les travaux	13
2.15.6. Réseaux et consommations provisoires	13
2.15.7. Déchets – Nettoyage de chantier	14
2.15.8. Compte prorata – Dépenses communes	14
2.15.9. Sécurité	15
2.16. Fiches techniques - Echantillons	15
2.17. Implantation des ouvrages	15
2.18. Protection	15
2.18.1. Des ouvrages et menuiseries existants	15
2.18.2. Des ouvrages de chaque lot	16
2.18.3. Lors de livraison	16
2.19. Réunions de chantier	16
2.20. Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.	16
2.21. Liaisons entre les corps d'état	16
2.22. Garantie contractuelle	17
3. PRESCRIPTION PARTICULIERE AU LOT	18
3.1. Documents de référence contractuels	18
3.2. Documents à fournir	18
3.2.1. Avec son offre	18

3.2.2.	Avant le début des travaux	19
3.2.3.	En cours et/ou à la fin des travaux	19
3.3.	Nettoyage / déchets	19
3.4.	Contraintes travaux en site occupé	19
3.5.	Protections	19
3.6.	Protection de mise en œuvre plâtrerie - cloisons	19
3.6.1.	Classement au feu	19
3.6.2.	Qualité acoustique	20
3.6.3.	Matériaux	20
3.6.4.	Quincaillerie	20
3.6.5.	Parements des matériaux	20
3.6.6.	Cloisons sèches	20

4. DESCRIPTION DES OUVRAGES **21**

4.1.	Préparation des surfaces existantes conservées	21
4.1.1.	Préparation des surfaces existantes	21
4.2.	Cloisons amovibles	21
4.2.1.	Cloison amovibles DP (Double panneaux) RA=49dB	21
4.2.2.	Cloison amovibles DV (Double vitrages) RA=46dB	22
4.3.	Cloisons sèches	23
4.3.1.	Cloisons CF1h, ép. 98 RA≥45dB	23
4.3.2.	Cloisons pleine acoustique, ép.98mm, RA≥54dB	24
4.3.3.	Doublage périphérique 17cm	24
4.3.4.	Doublage – encadrement de baie	24
4.3.5.	Cloisons pleine, ép. 72 (local technique RDC)	25
4.4.	Autres ouvrages	25
4.4.1.	Traitement des joints de dilatation existants	25
4.4.2.	Couvre-joints JD vertical	26
4.5.	Option	26
4.5.1.	Cloison hydrofuge sanitaire	26
4.5.2.	Doublage isolé périphérie sanitaire ép.100mm	26

5. LIMITES DE PRESTATION **27**

5.1.	LOT 01 Installation de chantier - Démolition	27
5.2.	LOT 02 Désamiantage	27
5.3.	LOT 03 Menuiserie extérieure	27
5.4.	LOT 04 Plâtrerie - cloison	27
5.5.	LOT 05 Menuiserie intérieure	27
5.6.	LOT 06 Sol souple – sol dur	27
5.7.	LOT 07 Peinture - Nettoyage	27
5.8.	LOT 08 Faux-plafond	27
5.9.	LOT 09 CVC - Plomberie	27
5.10.	LOT 10 CFO - CFA	27

1. CONTEXTE

1.1. Tableau des fondamentaux

Surface	Code du travail	
Nombre d'étage de l'immeuble	5 étages	
Étage de l'immeuble concerné par les travaux	Local Technique du RDC et R+1	
Classement Incendie de l'immeuble	ERP type W, 5 ^e catégorie / Code du travail	
Effectif sécurité	Effectif public < 200 personnes, Effectif personnel : 179 personnes	
Locaux à risque existants, inchangés Locaux à risques modifiés et/ou créés	Local technique	
Allotissement	<input type="checkbox"/> EG / Mono-lot	<input checked="" type="checkbox"/> CES : 10 lots
Compte prorata	Non	
Gestion des déchets	Rotation des bennes à la charge du lot 01	
Base-vie	Oui	
Travaux en site occupé	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Travaux en horaire décalé / nuit / WE	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
Amiante sur ouvrage impactés par travaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non – Sous réserve du RAAT.
Contrainte spécifique	Site occupé et accessible au public	

1.2. MOE

AME ARCHITECTURE
39, avenue Pierre 1^{er} de Serbie 75008 PARIS
Contact : m.picquier@ameameame.fr
Tél. 06.71.64.27.49

1.3. Bureau de contrôle

APAVE - M. HEYRAUD Guillaume
22, boulevard du 122^{ème} Régiment d'Infanterie 12000 RODEZ
Contact : guillaume.heyraud@apave.com
Tél. 06.17.12.19.10

1.4. SPS

APAVE - M. JURADO Jean-Christophe
22, boulevard du 122^{ème} Régiment d'Infanterie 12000 RODEZ
Contact : jean-christophe.jurado@apave.com
Tél. 06.19.82.14.04

2. PRESCRIPTION GENERALE

2.1. Objet

Les travaux définis dans le cadre du présent document ont pour objet le réaménagement d'un espace tertiaire de bureaux. Travaux comprenant le désamiantage, et réfection des sols, murs, plafonds, CFO/CFA et CVC.

2.2. Connaissance des travaux

La nomenclature des travaux a été analysée avec le plus grand soin possible dans le présent document. Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet, la description des travaux et des particularités de l'opération.

L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter l'intégralité des pièces graphiques et écrites du DCE. Ces documents sont joints au dossier de consultation. L'entreprise est réputée en avoir pris connaissance avant de compléter son offre.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix global et forfaitaire et de signaler, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

2.3. Programme travaux

Le recueil des besoins est le suivant :

- Désamiantage châssis extérieurs vitrés et remplacement,
- Curage du faux-plafond, cloison sèches et sol souple/dur existant.
- Création d'un cloisonnement à base de cloisons modulaires et cloison toute hauteur. - Réfection et adaptation des installations électriques et CVP.
- Remise en peinture de l'ensemble des locaux.

Le présent CCTP concerne l'ensemble des travaux en R+1.

2.4. Décomposition en lots

Les travaux sont décomposés en 10 lots traités en corps d'état séparés définis ci-après. Chaque entreprise devant tenir compte de l'ensemble des travaux définis pour les autres corps d'état et prévoir dans sa proposition tous les ouvrages lui incombant.

Néanmoins un volet de travaux ne sera pas confié à des entreprises sous marché : Le mobilier intérieur qui sera commandé directement par la maîtrise d'ouvrage auprès des prestataires extérieures

- Lot N°01 : Installation de chantier, démolition
- Lot N°02 : Désamiantage
- Lot N°03 : Menuiserie extérieure
- Lot N°04 : Plâtrerie, cloison
- Lot N°05 : Menuiserie intérieure
- Lot N°06 : Sol souple, sol dur
- Lot N°07 : Peinture et nettoyage
- Lot N°08 : Faux plafond
- Lot N°09 : Chauffage, Ventilation, Plomberie (CVP)
- Lot N°10 : Courant fort, Courant faible, Système de sécurité incendie (CFO/CFA/SSI)

2.5. Éléments d'études

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

Pour toutes questions techniques l'entreprise devra poser ses questions sur la plateforme achatpublic.com, les réponses seront en retour également transmises sur cette plateforme.

00 CCAG/CCAP/CCTG

01 PIECES GRAPHIQUES : plans DCE

02 PIECES ECRITES : CCTP ET CDPGF tous les lots

03 ETUDES et DIAGNOSTICS TECHNIQUES : notice acoustique et DAAT

04 RICT

05 PGC

2.6. Vérification du projet

L'entrepreneur devra vérifier les indications graphiques et écrites, contenues dans le dossier et auxquelles il doit se conformer.

Il devra donc en particulier :

- contrôler toutes les cotes planimétriques et altimétriques portées sur les différents plans et s'assurer de leur concordance ;
- s'assurer qu'il n'y a pas contradiction entre pièces écrites et plans où entre les diverses pièces écrites entre elles ;
- vérifier la compatibilité des divers ouvrages prévus avec leur destination et leurs capacités requises, et les possibilités d'exécution des travaux dans les conditions fixées au projet ;
- vérifier et confirmer les dimensionnements des ouvrages décrits et en fournir au maître d'œuvre tous les calculs et dessins justificatifs ;
- assumer dès le stade de l'étude les oublis ou imprécisions qui pourraient apparaître dans les plans ou pièces écrites, puisque les ouvrages à réaliser doivent comporter tous les travaux nécessaires à leur parfait achèvement ;

Dans le cas où l'Entrepreneur décèlerait un manque où aurait un doute, il devra en faire immédiatement part au maître d'œuvre qui décidera de la marche à suivre. Faute pour lui d'en avoir référé en temps opportun au maître d'œuvre, il assumera les conséquences de toute erreur, omission ou contradiction non décelées ou non dénoncée au plus tard à la remise de son offre.

D'autre part, quel que soit l'incidence technique ou financière, l'entreprise assurera une réalisation conforme aux règles et normes en vigueur à la date d'exécution des travaux, sans pouvoir réclamer une indemnité quelle qu'elle soit, en cas de changement de règle ou d'application de norme.

2.7. Connaissance des lieux - visite

L'entrepreneur prendra possession du site dans l'état où il se trouve, étant entendu qu'il l'ait examiné avant de remettre sa proposition de prix et, qu'il ait apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, s'étant parfaitement rendu compte de leur importance et de leurs particularités, notamment en ce qui concerne :

- Les accès et les abords du projet.
- Les possibilités de stockage et d'organisation du chantier.
- Les contraintes liées à la décharge des équipements, livraison, grutage
- L'accès à l'eau, à l'énergie électrique
- D'éventuelles servitudes ou obligations.
- Etc...

Cette reconnaissance préalable porte, notamment, après étude du dossier de consultation, sur les caractéristiques particulières des ouvrages existants.

Les candidats ont l'obligation d'effectuer la visite du site avant remise de leur offre pour appréhender toutes les contraintes de celui-ci.

Après remise de sa proposition, l'entrepreneur ne pourra plus invoquer une ignorance de la nature et de l'étendue des travaux, le présent document ayant pour objet de définir les limites des prestations à réaliser.

Cependant, certaines fournitures ou prestations accessoires ou non, mais indispensables au complet achèvement des ouvrages, peuvent ne pas avoir été mentionnées, soit par omission, soit parce qu'elles sont considérées comme normalement dues selon les règles de l'art ou les usages de la profession du bâtiment.

Cette absence d'indications n'ouvrira pas à l'entrepreneur le droit de s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations de bonne exécution et de définition de ses ouvrages.

Avant le démarrage des travaux, un **constat d'huissier** sera dressé par le lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION. Il concernera tous les ouvrages (intérieurs et extérieurs) ou propriétés mitoyennes ou contiguës, accès au site, qu'ils soient du domaine public ou privé et l'accès au bâtiment.

L'entreprise titulaire de ce lot devra après exécution des travaux, en présence du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage faire constater l'absence ou la présence de désordres ou anomalies avant tout début d'intervention des autres corps d'état. En l'absence de toute réception et constatation c'est l'entreprise du présent lot qui sera tenue responsable et qui devra assumer tous frais de remise en état quels qu'ils soient.

Toutes les entreprises devront en outre se rendre compte sur place de l'état des lieux et des difficultés éventuelles d'exécution des travaux.

Avant tout début d'intervention, l'entrepreneur sera tenue de s'informer auprès du lot électricité que les coffrets de chantier desservent bien sa zone de travail et que l'intensité fournie est compatible avec son matériel.

L'entrepreneur prendra en compte les formalités et obligations découlant du P.G.C., pièce contractuelle jointe au présent appel d'offres.

2.8. Contenu des prix forfaitaires – quantité unitaire du CDPGF

Le prix remis par l'Entrepreneur est global et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre les sujétions de toutes natures quelles qu'elles soient, ainsi que toutes les obligations édictées dans les différents documents définissant le présent projet de manière à assurer le complet achèvement des travaux en toute sécurité.

L'entrepreneur reconnaît avoir pris parfaite connaissance avant signature du marché, de l'ensemble du dossier constitué des pièces administratives et techniques spécifiques à l'opération.

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de mise en œuvre et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas expressément mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages. L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de ces prix.

L'entrepreneur ne pourra fournir un travail qui ne permettrait pas au corps d'état le précédant ou lui succédant de réaliser un ouvrage conforme au CCTP et aux règles de l'art.

Les quantités contenues dans les CDPGF ne sont données qu'à titre indicatif et n'ayant pas de valeur contractuelle.

L'entrepreneur a l'obligation de les vérifier et de les modifier si besoin. Le CDPGF étant fourni en format Excel modifiable, le présent lot a la possibilité de les modifier à sa guise. Pour faciliter le suivi, les modifications seront faites en couleur.

Ainsi elles n'enlèvent rien au caractère global et forfaitaire de la proposition.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents et quantités, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci. Les travaux sont décomposés

2.9. Condition d'exécution

2.9.1. Protection incendie

Les prescriptions particulières sont exposées dans le RICT joint au présent document.

Les travaux seront réalisés en site occupé et l'article GN13 devra être scrupuleusement respecté par toutes les entreprises. L'article 3.15 du présent CCTP ainsi que le PGC détaillent les modalités de son application, ainsi que les moyens à mettre en œuvre par toutes les entreprises.

L'entreprise ne pourra se prévaloir de les avoir ignorées.

2.9.2. Présence d'amiante

Dans le cadre de ce projet et selon les rapports de repérage mandatés par le Maître d'Ouvrage et établis par DIAGONALE, il a été constaté des produits et matériaux contenant de l'amiante :

Les complexes bandes caliquots + enduits sur l'ensemble des murs périphériques au niveau R+1 ;

Les joints d'étanchéité entre les menuiseries et les supports au niveau R+1.

Les mastics des menuiseries.

Cette découverte impose la gestion de ces problématiques selon les nécessités réglementaires et normatives. Dès lors, un désamiantage est à opérer avant la phase de réhabilitation du bâtiment.

Des travaux de pré-curage avant désamiantage puis de curage intérieur sont à réaliser en amont par l'entreprise titulaire du Lot 01. Ces travaux permettront de libérer ainsi les zones engorgées par des matériaux qui limitent la bonne exécution des travaux de désamiantage, avec entre autres des zones avec confinements dynamiques à l'intérieur des bâtiments.

Pour faciliter et optimiser les opérations de désamiantage, le curage "vert" sans gestion de la problématique amiante est nécessaire. Pour cela, les matériaux et produits contenant de l'amiante (MPCA) seront bien identifiés à la bombe de peinture au préalable de toutes les opérations de curage.

Le curage "rouge" ou curage des éléments en contact avec les MPCA sera réalisé par l'entreprise de désamiantage.

2.9.3. Exigences acoustiques

Le confort acoustique est une priorité sur ce projet.

La qualité des matériaux devra répondre aux prescriptions de la notice acoustique, jointe à la présente consultation.

L'entrepreneur aura une obligation de résultat sur cet aspect.

Il devra remettre pour approbation le procès-verbal acoustique en cours de validité.

2.9.4. Nuisances liées à la pureté de l'air

Durant les travaux pouvant occasionner des nuages de poussières, les entreprises devront humidifier leur poste de travail pour limiter au maximum les nuisances pour leurs travailleurs et les autres.

2.9.5. Connaissance des réglementations et documents contractuels

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché. En ce qui concerne les D.T.U. et Normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, erratas, modificatifs, etc. connus à la date du présent projet, sauf spécifications expresses différentes dans le C.C.A.P.

2.9.6. Conformité des matériaux et composants

Les matériaux et composants doivent être **conformes aux normes** en vigueur qui les concernent et **certifiés conformes** pour ceux qui font l'objet d'une procédure de certification.

Lorsqu'il existe une procédure **d'Avis Technique** les concernant, les matériaux ou procédés seront **conformes aux Avis Techniques** qui leur sont propres, lorsqu'ils sont favorables et publiés par le CSTB. Ils seront certifiés CSTBat pour ceux qui font l'objet d'une procédure de certification.

2.9.7. Études techniques

Les **études techniques et les plans d'exécution des ouvrages** sont à la charge de l'entreprise.

Les notes de calculs et les plans établis par les entreprises seront transmis au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, au **minimum 30 jours calendaires** avant la date prévisionnelle d'exécution sur le chantier.

L'entreprise fournira 1 exemplaire des documents par destinataire (Maître d'œuvre, Bureau de Contrôle, SPS, autres entreprises concernées, etc ...), le nombre de destinataires étant défini en fonction des documents établis et à diffuser.

Les éventuelles remarques des différents destinataires seront retournées à l'entreprise concernée, au minimum 15 jours avant réalisation sur site.

Toute entreprise destinataire d'un document et n'ayant pas retourné ses remarques dans les délais définis ci-avant, devra prendre à sa charge tous travaux modificatifs éventuels qui s'en suivrait.

La réalisation des travaux est subordonnée au visa du Maître d'œuvre et à l'approbation du Bureau de Contrôle.

2.9.8. Vérifications techniques

Le Contrôleur Technique désigné par le maître d'ouvrage est chargé du contrôle de la conformité des ouvrages par rapport à la sécurité des personnes et à la solidité.

À la diligence des entreprises, lui sera transmis pour avis :

- les plans d'exécution et notes de calculs de l'ensemble des ouvrages, y compris fondations
- les Avis Techniques, Cahiers des Charges d'emplois des matériaux et matériels mis en œuvre,
- les modalités d'autocontrôle d'exécutions envisagées.

Tous les frais imputés au respect des spécifications du contrôleur technique sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise.

2.9.9. Délais d'exécution

L'entreprise devra mettre en œuvre les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation des travaux afin de pouvoir tenir les délais imposés.

Ces moyens seront définis lors des négociations techniques et financières, et devront être respectés. L'état d'avancement et les effectifs seront contrôlés suivant les modalités de coordination.

Les pénalités de retard seront appliquées selon le cadre fixé dans les pièces administratives (CCAP).

2.9.10. Réception

La réception des ouvrages est subordonnée à l'exécution concluante des essais mentionnés au présent cahier et après réception des ouvrages soumis à un contrôle.

A la réception, il sera vérifié la parfaite conformité du produit fourni, ainsi que de son aspect.

Un procès-verbal sera adressé au Contrôleur Technique et au Maître d'Œuvre.

2.9.11. DOE

La mission comprend l'établissement et la fourniture des plans destinés au dossier D.O.E. L'entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre le **DOE en 4 exemplaires format papiers et format informatique sur clé USB** contenant :

- Plans d'exécution, recollement des ouvrages réalisés ;
- Nomenclature et fiches techniques de tous les matériels et matériaux installés, avec leur provenance ;
- Procès-verbaux d'essais de tous les complexes réalisés, résistance, tenue au feu ;
- Un carnet permettant le repérage éventuel des éléments de liaisons pour démontage ou remplacement total ou partiel.
-(liste non exhaustive)

2.10. Implantation des ouvrages

L'entrepreneur de chaque lot devra l'implantation de ses propres ouvrages. Les cotes figurant dans les documents graphiques du dossier devront être vérifiées sur place par l'entrepreneur et tout écart de dimension devra être signalé au Maître d'œuvre pour recalage de l'implantation si nécessaire.

2.11. Fiches techniques - Echantillon

A l'appui de l'offre, l'entrepreneur devra remettre toutes les fiches techniques des produits mis en œuvre, avec référence exacte.

Après passation du marché et en phase préparatoire, le titulaire devra présenter les échantillons aux Maîtres d'Œuvre et au Maître d'œuvre pour validation avant réalisation.

2.12. Vols et détériorations

L'entreprise doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détériorations de toutes sortes jusqu'à la réception. Les détériorations dont l'auteur pourra être identifié sans ambiguïté seront imputées à ce dernier.

De même, l'entreprise doit assurer la fermeture du bâtiment en dehors des heures de présence sur chantier. En aucun cas l'intérieur du bâtiment ne devra être accessible par les façades, échafaudages ou toute autre élément lié au chantier.

2.13. Cahier des clauses administratives générales

La norme NF P03-001 d'Octobre 2017 sera appliquée sur cette opération. Elle sera donc opposable au titulaire du présent lot. Celle-ci fixe des droits et des obligations de chaque partie contractante.

L'entrée et la sortie de chantier se fera depuis l'avenue de Bamberg, en commun avec le public et le personnel.

(sauf pour les livraisons, les poids lourds devront cheminer selon le PIC joint au DCE)

L'entreprise devra scrupuleusement respecter le PIC joint à la présente consultation.

Les travaux se dérouleront en site occupé avec le maintien de l'accueil du public (application de l'article GN13 de l'arrêté du juillet de 1983)

Le chantier devra être clos et indépendant. Un isolement de la zone de chantier et de l'installation de chantier sera mis en place avant le démarrage des travaux.

Aucun croisement des flux compagnons/personnel du site/public ne sera autorisé dans ces zones et cela pendant toute la durée des travaux. Il appartient aux entreprises à veiller à ce que cet isolement soit maintenu, respecté par leur personnel.

Toutes les entreprises seront également tenues à faire la demande de **permis de feu** auprès du Maître d'ouvrage avant le démarrage de leur intervention et cela pour toute la durée des travaux. A la charge des entreprises à mettre en place, entretenir et veiller au respect de l'ensemble de règles de sécurité incendie.

Les horaires de travail devront se situer **entre 7H et 18H**, sur une semaine de 5 jours, hors jours fériés. Les travaux le samedi sont autorisés sur demande au Maître d'Ouvrage et prévenance de l'Inspection du travail compétente.

Des clés pour accéder au chantier seront mis à disposition des entreprises par le Maître d'ouvrage. Celles-ci seront stockées sur la base vie et mises en sécurité dans une boîte à code (le code sera transmis aux entreprises en début de chantier).

Le lot 01 aura à sa charge la fourniture et pose de la boîte à code et de son remplacement si besoin.

Le Maître d'ouvrage fera signer à toutes les entreprises une attestation d'utilisation de clés d'accès au bâtiment avec les règles de sécurité de la CPAM à respecter.

L'accès se fera par la porte double de l'IS au Nord Est.

L'accès devra être refermé après chaque ouverture, pour éviter l'intrusion de personne non autorisée.

Il est impératif à ce que ni le personnel de la CPAM, ni le public ne peuvent croiser le personnel des entreprises.

Aucun passage par les parties communes ne sera toléré.

Aucun trouble ne devra être apporté à la tranquillité des avoisinants, en dehors des horaires de travail. Un planning des tâches bruyantes sera réalisé par le MOE avec les entreprises avant le démarrage des travaux.

Les livraisons et les rotations de benne devront être impérativement effectuées hors heures d'ouverture au public, soit avant 8h30, soit après 17h00

Les tâches bruyantes de type le curage du sol dur ou percements en façade ou plancher en autres seront réalisées en dehors des plages fixes et/ou le samedi.

2.15.2. Planning

Voir document spécifique joint à la présente consultation.

2.15.3. Installation de chantier

Il s'agit de travaux d'aménagement intérieur. Une base de vie extérieure sera mise en place par l'entreprise titulaire du lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION. Les informations suivantes sont portées à la connaissance des entreprises :

- Lieu sanitaire : Inclus dans la base vie. Sanitaires (WC + douche) Hommes et Femmes séparés.
- Point d'eau : identique au lieu des sanitaires.
- Les vestiaires sont avec les sanitaires :
 - Les compagnons pourront se changer directement sur place
- Zone de réfectoire :
 - Les compagnons auront à disposition un espace dédié dans la base vie.
- Salle de réunion : une salle de réunion sera aménagée dans la base vie.
- Il sera impératif de respecter l'ensemble des gestes barrières liées aux procédures COVID en vigueur à la date du démarrage du chantier selon le guide OPPBTP.

La zone chantier, composée de l'espace de stockage et de l'espace de stationnement sera clôturée par des clôtures de type HERAS avec un portail.

2.15.4. Stockage

Une zone de stockage extérieure a été prévue pour la durée des travaux. Les entreprises sont tenues à respecter leur implantation.

A l'intérieur de la zone travaux, le stockage « journalier » est admis, sous réserve de ne pas déposer les matières dangereuses ou facilement inflammables et de ne pas gêner les autres lots. A chaque réunion de chantier les entreprises devront déclarer leur besoin en stockage journalier et le soumettre pour approbation au MOE.

NOTA : le stockage est sous la responsabilité de l'entreprise concernée. Aucun stockage conséquent ne pourra être autorisé au sein de la zone des travaux.

2.15.5. Consignations des réseaux avant les travaux

Tous les réseaux concernés par le bâtiment et installation faisant l'objet des travaux de désamiantage seront à consigner avant le démarrage des travaux si besoin.

Les réseaux concernés sont :

- CHAUFFAGE par le Maître d'ouvrage par le biais de l'entreprise chargée de l'entretien de ce réseau
- AEP par le lot 09 CVC-PLOMBERIE
- VMC par le lot 09 CVC-PLOMBERIE
- ELECTRICITE par le lot 10 Cfo/Cfa
- TELEPHONE/FIBRE OPTIQUE par le lot 10 Cfo/Cfa

2.15.6. Réseaux et consommations provisoires

Les dépenses relatives à l'installation de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour l'ensemble des personnels, l'énergie électrique pour les travaux et les locaux de chantier, l'éclairage du chantier et des locaux, le téléphone de chantier et éventuellement l'air comprimé ou tout autre produit consommable pour les travaux sont à la charge de la MOA.

Tous les points de puisage d'énergie devront être équipés de compteurs définitifs. A chaque pose, un constat devra être fait avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

La fourniture, l'établissement, le repliement des réseaux généraux et les branchements provisoires seront à la charge du :

- LOT 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION depuis la sortie en façade jusqu'à l'installation de chantier, y compris la pose des fourreaux, les raccordements, l'entretien et le repliement. Les réseaux concernés sont l'électricité, le téléphone, l'éclairage, l'AEP et les EU .
- LOT 09 CVC-PLOMBERIE depuis le réseau AEP existant dans le sanitaire jusqu'en sortie de façade, y compris le raccordement, l'entretien et le repliement de cette partie du réseau.
- LOT 10 Cfo/Cfa depuis l'armoire existante Cfo et le point fixe de la ligne téléphonique jusqu'en sortie en façade, y compris le raccordement, l'entretien et le repliement de cette partie du réseau.

L'entreprise titulaire de ce lot mettra également à la disposition dès le début du chantier les coffrets de chantier pour permettre aux entreprises de se raccorder, ainsi que l'éclairage de chantier.

2.15.7. Déchets – Nettoyage de chantier

Chaque entreprise est responsable de ses déchets.

Les déchets devront donc être conditionnés en sac et évacués au fur et à mesure au minimum tous les jours.

A cet effet le lot 01 INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION mettra en place la benne et sera chargé de sa rotation durant toute la durée de chantier.

Cette procédure sera à mener et à recommencer autant que nécessaire durant toute la durée du chantier.

Les déchets non conformes aux déchets acceptés dans les bennes seront à la charge du lot concerné par les dit déchets.

Les postes de travail devront être nettoyés au quotidien par chaque entrepreneur.

Néanmoins, si les entreprises ne respectent pas ces 2 règles il sera demandé à l'entreprise de peinture de faire une évacuation totale de tous déchets, sans distinctions, et de faire un nettoyage complet de la cellule.

Le coût de ces 2 prestations sera pris en charge par les entreprises présentes sans distinction et de manière équitables. Il sera retenu directement sur les situations de travaux des entreprises par le Maître d'œuvre.

Si ce cas se présente, la notification sera faite en réunion de chantier par le Maître d'œuvre à toutes les entreprises.

2.15.8. Compte prorata – Dépenses communes

Un compte prorata sera mise en place pour ce chantier notamment pour la gestion des consommables, des déchets, du nettoyage et des fluides (Eau et électricité).

Des sous-compteurs devront être installés par les lots 09 (CVP pour l'eau) et 10 (pour l'électricité).

Les dépenses font l'objet d'une répartition forfaitaire du montant du marché de chaque lot

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata est le lot 01, il procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

En cas de dégâts constatés sur les ouvrages existants appartenant à la maîtrise d'ouvrage, si le responsable n'est pas désigné, le montant des réparations sera à la charge de toutes les entreprises du présent marché suivant le compte prorata.

2.15.9. Sécurité

L'entreprise doit se référer et appliquer le CCAP et en particulier les points suivants relatifs à :

- La sous-traitance
- L'hygiène, la sécurité, la protection de la santé et des conditions de travail
- Les pénalités applicables en cas de manquement à la sécurité

La Sécurité collective conforme à la réglementation en vigueur est assurée par chaque entreprise conformément au :

- **Code du travail** (Dernière modification : 1 février 2017)
- Chapitre Ier : Obligations de l'employeur. **Art. L4121-1 Art. L4121-2**
- Aux demandes particulières édictées par le **CSPS** dans le **PGC**, et ce pendant toute la durée des travaux.
- Les protections seront spécifiques au type de risques encourus.
- Pour **accéder en hauteur**, l'entreprise devra prévoir ses propres moyens d'intervention, selon ses propres méthodologies, expériences et besoins tels que, l'utilisation de plate-forme individuelle roulante, propres et libérées de tout stockage de matériel, matériaux ou autres, monte matériaux, nacelles élévatrices; le matériel conforme avec certificat de contrôle.

L'échelle et l'escabeau sont interdits sur le chantier.

2.16. **Fiches techniques - Echantillons**

A l'appui de l'offre, l'entrepreneur devra remettre toutes les fiches techniques des produits mis en œuvre, avec référence exact.

Après passation du marché et en phase préparatoire, le titulaire devra présenter les échantillons aux Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre pour validation avant réalisation.

2.17. **Implantation des ouvrages**

L'entrepreneur de chaque lot devra l'implantation de ses propres ouvrages. Les cotes figurant dans les documents graphiques du dossier devront être vérifiées sur place par l'entrepreneur et tout écart de dimension devra être signalé au Maître d'œuvre pour recalage de l'implantation si nécessaire.

2.18. **Protection**

2.18.1. *Des ouvrages et menuiseries existants*

L'ensemble des éléments existants : voirie, trottoir, réseau, mais surtout communs du bâtiment, feront l'objet de soins particuliers. En cas de désordre, ceux-ci seront repris par l'entreprise concernée.

Une grande partie des menuiseries étant existantes et conservées, elles devront être protégées durant toute la durée du chantier.

A ce titre, l'entreprise de DEMOLITION devra au titre des installations de chantier :

- La dépose de toutes les commandes des stores avant travaux
- Le stockage pendant les travaux
- La repose en fin de travaux compris repose de la partie basse avec un collant double face adapté résistant aux températures élevées notamment

Toutes les menuiseries devront être protégées par un polyane pendant les travaux.

2.18.2. Des ouvrages de chaque lot

Le titulaire du lot devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, pour quelque cause que ce soit, toutes dégradations de ses ouvrages. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés de sa responsabilité. Aucune réclamation de dégradation ne sera prise en compte, ni par le Maître de l'Ouvrage, ni par la Maîtrise d'œuvre.

2.18.3. Lors de livraison

Le titulaire devra aux passages mettre en œuvre toutes protections nécessaires.

2.19. Réunions de chantier

Les réunions sont tenues à dates et heures variables, préalablement décidées par les différents intervenants. Les entreprises convoquées par le MOE s'engage à y être présente et ponctuelle. Un compte-rendu pourra être diffusé à l'issue de chaque réunion. Les informations et consignes contenues dans ce compte-rendu sont des confirmations de ce qui a été demandé par le Maître d'Ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre, en réunion.

Elles doivent, sauf stipulation contraire, être immédiatement suivies d'effet. Les intervenants ne pourront pas se prévaloir d'une réception tardive des comptes rendus.

En cas d'absence injustifié, le CCAP prévoit des pénalités qui pourront s'appliquer à la décision du MOE.

2.20. Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages et ce dans tous matériaux de quelque nature que ce soit.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné. Le degré CF des parois concernées devra être restitué.

L'ensemble des rebouchages coupe-feu , y compris la fourniture et pose des tresses coupe-feu sont dus.

2.21. Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment durant le chantier, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

L'entrepreneur du présent Lot sera tenu de fournir, à la date prévue sur le planning, tous les plans d'exécution, les renseignements et les précisions concernant les dispositions ayant une incidence sur les autres corps d'état.

En cas d'erreur, de retard de transmission des documents ou d'omission, cet entrepreneur aura à supporter toutes les conséquences qui en découleront, tant sur ces propres travaux, que sur ceux des autres corps d'état.

En tout état de cause, l'entrepreneur du présent marché ne pourra en aucun cas se prévaloir ensuite, de manques de renseignements ou autres pour réclamer un supplément aux prix de son marché.

2.22. Garantie contractuelle

Conformément à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sur l'assurance construction dite " loi Spinetta ", la période de garantie de bon fonctionnement est de deux ans à compter de la date de la réception.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder pendant la période de garantie à toutes nouvelles séries d'essais qu'il jugera nécessaire après avoir averti l'entreprise en temps utile.

Durant cette période, l'entreprise est tenue de remédier à tous désordres nouveaux, y compris dans les menus travaux, elle doit procéder à ses frais (pièces et main-d'œuvre) au remplacement de tout élément défectueux de l'installation.

L'entreprise dispose d'un délai de 48 heures sauf accord contraire avec le maître d'ouvrage pour remédier aux désordres dès la notification de ceux-ci passé ce délai, le maître d'ouvrage peut faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Toutefois, cette garantie ne couvre pas :

- les travaux d'entretien normaux ainsi que les matières consommables ;
- les réparations qui seront les conséquences d'un abus d'usages ;
- les dommages causés par les tiers.

3. PERScription PARTICULIERE AU LOT

3.1. Documents de référence contractuels

Les "Documents de référence contractuels" applicables aux travaux du présent marché sont notamment les suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive. Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché
- Les Normes Françaises édictées par l'AFNOR
- Les prescriptions des fabricants
- Les règles professionnelles
- Les lois décrets et règlements
- Les avis techniques
- Les règles de l'art
- D.T.U. 25.232 Plafonds suspendus plaques de plâtre à enduire. Plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues.
- D.T.U. 25.31 Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre.
- D.T.U 25.41 Ouvrages en plaques de parement en plâtre (plaques à faces cartonnées).
- D.T.U 58.1 Travaux de mise en œuvre - Plafonds suspendus.
- etc.

Liste non exhaustive.

3.2. Documents à fournir

Il est rappelé ici, sommairement, la liste les documents principaux devant être fournis.

3.2.1. Avec son offre

- un devis estimatif détaillé **suivant CDPGF** (aucun autre format ne sera accepté) répondant aux différents postes présents au C.C.T.P
- une documentation détaillée de tous les matériels, appareillages, etc., s'ils sont différents de ceux mentionnés à titre indicatif au présent C.C.T.P.
- une notice énumérant les conditions de mise en œuvre particulières entraînant des contraintes particulières pour les autres corps d'état, le cas échéant ;
- toutes autres pièces que l'entrepreneur jugera utiles à l'appui de son offre.
- dans le cas de matériels ou équipements particuliers :
 - une documentation avec toutes les caractéristiques techniques ;
 - une liste de référence de ces matériels ou équipements.

3.2.2. Avant le début des travaux

A produire entièrement au plus tard 3 semaines après signature du marché.

- Le planning détaillé d'exécution des travaux
- Les fiches techniques
- Les notes de calcul d'éclairage
- Le P.P.S.P.S.,
- Les avis techniques des matériaux et matériels mis en œuvre,
- La liste des essais et vérifications que l'entreprise se propose de réaliser
- Les procès-verbaux d'essai des matériaux qu'elle se propose d'utiliser

3.2.3. En cours et/ou à la fin des travaux

- Le dossier de récolement DOE comportera les fiches produites mis en œuvre par l'entreprise (4 exemplaires papier et informatique),
- Les données de base pour la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages exécutés de la part du SPS
- Les éléments nécessaires au contrôleur technique pour établir son rapport final,
- Les fichiers « informatiques » de tous les documents précités.

3.3. Nettoyage / déchets

Dû au titre du présent lot.

Évacuation des déchets et le nettoyage de vos postes de travail au quotidien et pendant la totalité de la durée des travaux de curage.

3.4. Contraintes travaux en site occupé

Les livraisons et les rotations de benne devront s'effectuer hors heures d'ouverture au public, soit avant 8h30, soit après 17h00.

Les travaux s'effectueront entre 7h et 18h00.

Les tâches bruyantes seront réalisées en dehors des plages fixes et/ou le samedi :

- Réalisation des percements dans la voile BA ou plancher

Un planning des tâches bruyantes sera réalisé par l'entreprises avant le démarrage des travaux et soumis à l'acceptation par le MOA et MOE.

3.5. Protections

Le titulaire du lot devra prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter, pour quelque cause que ce soit, toutes dégradations de ses ouvrages. Au cas où il en serait constaté, il devra remettre en état, entièrement à ses frais et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés de sa responsabilité.

Aucune réclamation de dégradation ne sera prise en compte, ni par le Maître de l'Ouvrage, ni par la Maîtrise d'œuvre.

3.6. Protection de mise en œuvre plâtrerie - cloisons

3.6.1. Classement au feu

L'ensemble des matériaux utilisés seront classés M0 ou M1 au regard de leur réaction au feu. L'entrepreneur fournira le certificat d'essais du comportement au feu.

3.6.2. Qualité acoustique

Le confort acoustique est une priorité sur ce projet.

L'entrepreneur aura une obligation de résultat sur cet aspect.

Il devra suivre les prescriptions de la notice acoustique en la fourniture des produits mais également en leur pose.

La notice acoustique est jointe à la présent consultation.

La qualité acoustique des matériaux proposés devra être justifiée par le procès-verbal d'essais acoustiques en cours de validité.

3.6.3. Matériaux

Pour certains matériaux et produits, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle, d'une marque, les marques et modèles indiqués ci-après dans le CCTP ne sont donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions formes, aspects, etc ...

3.6.4. Quincaillerie

Tous les travaux de quincaillerie pour les portes dans les cloisons amovibles sont inclus au présent lot.

L'ensemble des fournitures sera de première qualité, estampillé SNFQ ou SNFQNF et de marque connue, agréée par le Maître d'Ouvrage et l'architecte.

3.6.5. Parements des matériaux

Les matériaux mis en œuvre seront livrés entièrement finis avec revêtements comme suit :

- peinture ou revêtement plastique mince conservant aux matériaux leur pouvoir absorbant pour les dalles de fibres minérales
- laque thermodurcissable, teinte au choix du maître d'œuvre, dans la gamme des nuances du fabricant pour les éléments métalliques
- pour les profilés apparents, protection par laque thermo-durcie, teinte au choix du maître d'ouvrage dans la gamme du fabricant

3.6.6. Cloisons sèches

Les cloisons seront du type Placostil constituées d'une ossature métallique de rails Stil R et de montants Stil M en acier galvanisé d'épaisseur nominale 6/10e, simples ou doublés dos à dos, disposés à entraxe 0,60 m. Chaque parement sera constitué de plaque(s) Placoplatre suivant nature du local, avec incorporation d'une isolation phonique en laine minérale.

Les joints seront traités selon la technique et avec les produits Placoplatre ou Lafarge ou équivalent.

La mise en œuvre sera conforme au DTU 25.41 et aux recommandations du fabricant.

Les huisseries seront posées à l'avancement par le lot 05 MENUISERIE INTERIEUR.

4. DESCRIPTION DES OUVRAGES

4.1. Préparation des surfaces existantes conservées

4.1.1. Préparation des surfaces existantes

Rebouchage : Réalisation d'une remise en état des murs périphériques et cloisons conservées, cela comprend :

- Rebouchage des trous et fissures avec un enduit de rebouchage et enduit de finition, tous les supports recevront une préparation compatible avec leur revêtement.
- Ponçage des enduits, il sera particulièrement soigné. À la charge du lot peinture.
- Lessivage et rinçage des anciens fonds sales ou gras. À la charge du lot peinture.

Localisation :

Selon plans AME ; les parois verticales conservées nécessitant les reprises.

4.2. Cloisons amovibles

Les fiches techniques de la gamme ainsi que le fabricant qui les construit devront être présenté lors de la remise de l'offre. Cela fera partie des critères de choix.

Avant la mise en œuvre l'entreprise devra présenter son carnet de pose pour validation auprès le Maître d'œuvre et bureau de contrôle. La position des montants intermédiaires pourra être si nécessaire déplacé pour une meilleure esthétique. Des montants intermédiaires pourront être également rajoutés.

Lors du premier jour de pose, le fournisseur devra être présent pour assurer une assistance technique et ainsi assurer un parfait niveau de qualité.

L'entrepreneur est tenu de respecter les prescriptions acoustiques de la notice acoustique jointe à la présente consultation.

Toute dépose, repose, découpe des plaques du faux plafond et des dalles du plancher technique liées aux travaux de cloisonnement sont sous la responsabilité pleine et entière du titulaire du présent lot. La prestation de l'Entrepreneur comprendra la prise en charge de ces coûts mais

également des éventuelles dégradations occasionnées par cette intervention.

La hauteur sous faux plafond (HSFP) de référence pour ce projet est de 2,50 m.

Toutefois, le MOE se réserve le droit de l'adapter une fois que le curage du plateau du R+1 sera réalisé. Des rabaissements de la hauteur sont à prendre en compte au droit des soffites et d'autres ouvrages techniques.

4.2.1. Cloison amovibles DP (Double panneaux) RA=49dB

Mise en œuvre de cloisons modulaires pleines double panneaux selon description ci-dessous d'une épaisseur de 100 mm :

- Éléments d'ossature aluminium thermolaqué (montants et traverses hautes et basses).
- Ensemble des montants et traverses basses, intermédiaires et hautes formant châssis avec assemblages des angles par doubles sertissages et collage.
- RAL au choix de MOE/MOA.
- Montant verticaux intermédiaires (pas bord à bord) à calepiner de manière et égaliser les pas entre eux, couvre joints plants de largeur 31 mm.
- Hauteur 250 cm.
- Traverses intermédiaires à 2.05 m au droit de la porte ainsi que l'imposte pleine.

- 4 panneaux de particules indépendants avec finition stratifiée de part et d'autre, teinte au choix de MOE/MOA.
- Laine de verre en sandwich entre les panneaux de particules.
- Parcloles démontables.
- Toutes fixations dans le sol et ponctuellement en remontant jusqu'au faux plafond après profil poteau finit esthétiquement.
- Rattrapage de tout hors niveaux et/ou faux aplombs.
- $Rw+C = 49$ dB.
- Toute quincaillerie.
- Tout détail de jonction avec l'existant.
- Fixations au sol directement sur le revêtement de sol.
- Les cloisons seront posées après les revêtements de sol,
- L'étanchéité périphérique des cloisons sera particulièrement soignée, au risque de dégrader très fortement les isolements in-situ.
- Les joints compris-bande seront positionnés avec soin assurant une parfaite étanchéité,
- Aucune goulotte électrique (en façade par exemple) ne devra être filante entre les différents espaces cloisonnés.
- Ensemble sans couvre-joint ou plinthes en saillie type « Cloisons lisses ».
- Remplissage par panneaux pleins en mélamine double face classement M3, remplissage avec isolation par laine de roche classement M0. Décor de finition au choix du maître d'œuvre.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Produits de référence : cloison H9 de chez HOYEZ ou No Noise de chez ROUZES ou équivalent.

Localisation :

Cloison séparative, selon plan et la notice acoustique.

4.2.2. Cloison amovibles DV (Double vitrages) $RA=46$ dB

Mise en œuvre de cloisons modulaires vitrées à double vitrage selon description ci-dessous d'une épaisseur de 100 mm :

- Éléments d'ossature aluminium thermolaqué (montants et traverses hautes et basses).
- RAL au choix de MOE/MOA.
- Montant verticaux intermédiaires (pas bord à bord) à calepiner de manière et égaliser les pas entre eux, couvre joints plants de largeur 31 mm.
- Hauteur 250 cm.
- 2 parements indépendant avec intégration du simple ou double vitrage de 10 à 12 mm d'épaisseur.
- Vitrage clair.
- Parcloles démontables.
- Toutes fixations dans le sol et ponctuellement en remontant jusqu'au faux plafond après profil poteau finit esthétiquement.
- Rattrapage de tout hors niveaux et/ou faux aplombs.
- $Rw+C = 46$ dB minimum.
- Toute quincaillerie.

- Tout détail de jonction avec l'existant.
- Fixations au sol directement sur le revêtement de sol.
- Les cloisons seront posées après les revêtements de sol.
- L'étanchéité périphérique des cloisons sera particulièrement soignée, au risque de dégrader très fortement les isolements in-situ.
- Les joints compris-bande seront positionnés avec soin assurant une parfaite étanchéité.
- Aucune goulotte électrique (en façade par exemple) ne devra être filante entre les différents espaces cloisonnés.
- Ensemble sans couvre-joint ou plinthes en saillie type « Cloisons lisses ».
- Remplissage par vitrage toute hauteur, avec fixation par parcloles. Mise en œuvre sous couvre joint.
- Prévoir vitrophanie sur parties fixes vitrées toute hauteur (modelé et découpe au choix du Maître d'œuvre, suivant croquis à déterminer en cours de chantier).
- Sauf spécifications contraires du présent devis, le vitrage aura les caractéristiques minimales imposées par les normes et règlement de sécurité. Les vitrages auront les épaisseurs minimales recommandées par le fabricant pour la surface considérée, mais seront conforme aux DTU en vigueur.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Produits de référence : cloison H9 de chez HOYEZ ou No Noise de chez ROUZES ou équivalent.

Localisation :

Selon plan et la notice acoustique ; toutes les cloisons modulaires DV sur circulation.

4.3. Cloisons sèches

4.3.1. Cloisons CF1h, ép. 98 RA≥45dB

Cloison servant à recouper les plateaux en canton de moins de 300 m2. Cette cloison devra remonter jusqu'à sous dalle.

Mise en œuvre de cloisons sèches CF 1h, toute hauteur selon description ci-dessous :

- Composition :
 - ossature constituée de rails r48 et montants m48 simple - entraxe 0.60 m
 - 2 plaques de plâtre Placoflam ou équivalent, type BA13 - plaque de 12.5 mm d'épaisseur par parement, soit 25 mm pour 2 plaques de chaque côté.
 - Isolation en panneaux de laine de verre semi-rigide avec pare-vapeur kraft - épaisseur 45 mm.
- $R=1.15m^2 k$ / épaisseur : suivant norme fin - ossature : 48 mm.
- Mise en œuvre : suivant indications du fabricant, compris toutes coupes chutes, déchets, tabletages, toutes liaisons et dilatation, visserie de fixation, montage et toutes sujétions de pose.
- Finition : enduit et bandes de joints, suivant indications du fabricant, compris enduit de collage, garnissage divers, ratissage et ponçage après coup, joint placo.
- $Rw+C \geq 45$ dB minimum.

La cloison remontera dans le plenum jusqu'à la dalle pour assurer un parfait calfeutrement.

Y compris dépose de faux plafond autant que nécessaire puis remise en place.

Y compris découpe de la cloison au droit des réseaux et rebouchage à la mousse CF ou au plâtre autour de ceux-ci. Y compris pour la zone au-dessus de la porte.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Produits de référence : 98/48 de chez PLACOPLATRE ou équivalent.

Localisation :

Selon plan et la notice acoustique ; concerne les cloisons de cantonnement repère "cloison CF 1h".

4.3.2. Cloisons pleine acoustique, ép. 98mm, RA ≥ 54dB

Mise en œuvre de cloisons sèches toute hauteur, de dalle à dalle, selon description ci-dessous :

- Composition:
 - Ossature périphérique simple (rails R 70 ou R 90) et doubles lignes d'ossatures verticales indépendantes et alternées (montants M 48 doublés dos à dos, M 70 ou M 90 simples ou doublés dos à dos).
 - 2 plaques de parement en plaques de plâtre BA 13 ou Duo'Tech 25.
 - Les cloisons Placostil® SAA sont constituées d'ossatures périphériques simples (rails Stil R 70).
 - Mise en œuvre: suivant indications du fabricant, compris toutes coupes chutes, déchets, tablettages, toutes liaisons et dilatation, visserie de fixation, montage et toutes sujétions de pose.
 - Finition: enduit et bandes de joints, suivant indications du fabricant, compris enduit de collage, garnissage divers, ratissage et ponçage après coup, joint placo.
 - RA ≥ 54 dB minimum.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Produits de référence : SAA Duotech 25 de chez PLACOPLATRE ou équivalent.

Localisation :

Selon plan et la notice acoustique ; concerne les cloisons repère "cloison sèche acoustique".

4.3.3. Doublage périphérique 17cm

Mise en œuvre de dalle à dalle d'un doublage thermoacoustique sur ossature de type Placostil, composé à minima d'une plaque de plâtre de type BA13 et d'un matelas de laine minérale semi-rigide d'épaisseur 150 mm avec un vide d'air de 10 mm contre la façade.

La résistance thermique doit être supérieure de 20% au R définit par BAT : $R = 3,7 \text{ m}^2\text{K/W} \times 20\%$.

Y compris la pose des bandes à joint, double couche d'enduit et le ponçage.

Les rails/montants seront positionnés à une distance minimale de 10 mm du mur maçonné de façade.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Fiches standardisées d'économie d'énergie (CEE) à remettre au MOA.

Produits de référence : BA13 de chez PLACOPLATRE + laine minérale GR32 de chez ISOVER ou équivalent.

Localisation : Selon plan APD ; sur tous les murs périphériques du plateau R+1.

4.3.4. Doublage – encadrement de baie

Doublage réalisé par un complexe PLACOSTIL de chez BPB Placo ou produit équivalent, afin de traiter la différence de niveaux entre l'épaisseur du doublage et le nue de la menuiserie extérieure :

- ossature Placostil ou produit équivalent ;
- 1 plaque BA 13 standard M1 (un seul côté)

Traitement des arêtes vives par bandes renforcées agréées par le fabricant.

Compris baguettes métalliques.

Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits PLACOPLATRE (bande + enduit). Compris jonction de panneaux par bandes adhésives

Compris toutes sujétions de mise en oeuvre.

Localisation :

Selon plan ; encadrement 3 côtés des menuiseries extérieures au droit des doublages périphériques du plateau R+1.

4.3.5. Cloisons pleine, ép. 72 (local technique RDC)

Nota : Présence de MCA dans les cloisons et les sols

L'entreprise aura en charge l'élaboration d'un mode opératoire SS4 qui sera à valider par le CSPS de l'opération et qui inclura toutes les prestations décrites dans l'annexe « CCCP 2025-028-886 - CPAM Rodez - Ensemble des Lots Travaux SS4 v.1 » jointe au marché.

Mise en œuvre de cloisons sèches, toute hauteur de plancher à plancher selon description ci-dessous :

- Composition :
 - ossature constituée de rails r48 et montants m48 simple - entraxe 0.60 ml
 - 1 plaques de plâtre standard, type BA13 - plaque de 12.5 mm d'épaisseur par parement,
 - Isolation en panneaux de laine de verre semi-rigide avec pare-vapeur kraft - épaisseur 45 mm.
- R=1.15m² k / épaisseur : suivant norme fini - ossature : 48 mm.
- Mise en œuvre : suivant indications du fabricant, compris toutes coupes chutes, déchets, tabletages, toutes liaisons et dilatation, visserie de fixation, montage et toutes sujétions de pose.
- Finition : enduit et bandes de joints, suivant indications du fabricant, compris enduit de collage, garnissage divers, ratissage et ponçage après coup, joint placo.

La cloison remontera dans le plenum jusqu'à la dalle pour assurer un parfait calfeutrement.

Y compris dépose de faux plafond autant que nécessaire puis remise en place.

Y compris découpe de la cloison au droit des réseaux et rebouchage à la mousse CF ou au plâtre autour de ceux-ci. Y compris pour la zone au-dessus de la porte.

Produits de référence : 72/48 de chez PLACOPLATRE ou équivalent.

Localisation :

Selon plan; dans le local technique du RDC

4.4. Autres ouvrages

4.4.1. *Traitement des joints de dilatation existants*

A la charge du présent lot la vérification et la reprise des joints de dilatation horizontaux et verticaux si nécessaire, comprenant :

- La laine minérale existante est conservée et protégée.
- Remplissage si nécessaire complémentaire en laine minérale épaisseur 45 mm.
- Mise en œuvre d'un cordon coupe-feu.
- Étanchéité en surface avec Spray coupe-feu de chez HILTI.

Le titulaire du présent lot devra procéder à la vérification des joints de dilatation une fois la démolition achevée.

Un rapport de l'état existant des JD devra être transmis au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre pour validation avant toute reprise.

Localisation :

Selon plans AME ; au droit des joints de dilatation verticaux existant.

4.4.2.Couvre-joints JD vertical

Les parois verticales devront être interrompues au droit du joint de dilatation existant.

L'entrepreneur devra fourniture et pose de profilé en médium 100mm x 15mm, fixations invisibles, à peindre, au droit du joint de dilatation en parois vertical dans les ouvrages en plaque de plâtre.

Localisation :

Selon plans AME ; au droit des joints de dilatation verticaux.

4.5. Option

4.5.1.Cloison hydrofuge sanitaire

Comprenant :

- Plaque de plâtre hydrofuge dans tous les locaux dit "humides".
- Plaque de plâtre du type BA 13 Placomarine de chez BPB Placo ou Prégydro de chez SINIAT, obligatoirement estampillé NF et conforme à la réglementation en vigueur. Utilisation également des accessoires tels que :
 - sous couche de protection à la pénétration de l'eau du type placotanche ou produit équivalent.
 - bande d'étanchéité.
 - mise en œuvre conforme aux avis techniques du CSTB.

Compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Localisation :

Selon plan ; en option les sanitaires du R+1.

4.5.2.Doublage isolé périphérie sanitaire ép.100mm

Mise en œuvre de dalle à dalle d'un doublage thermo acoustique sur ossature de type Placostil composé à minima d'une plaque de plâtre de type BA13 + un matelas de laine minérale semi-rigide de type GR32 de chez ISOVER d'épaisseur minimale 100 mm + un vide d'air de 10 mm.

Les rails/montants seront positionnés à une distance minimale de 10 mm du mur maçonné.

PV d'essais acoustique en cours de validité à remettre pour approbation.

Produits de référence : BA13 de chez PLACOPLATRE ou équivalent.

Localisation :

Selon plan AME ; toute la périphérie des sanitaires du R+1.

5. LIMITES DE PRESTATION

5.1. LOT 01 Installation de chantier - Démolition

- Installation de base de vie et son entretien à la charge du présent lot pendant la totalité de la durée des travaux, y compris la mise à disposition de la benne et leur rotation, les clôtures et la signalétique du chantier.
- Isolement de la zone chantier pour chaque phase des travaux.
- Démolition des cloisons

5.2. LOT 02 Désamiantage

- Sans objet

5.3. LOT 03 Menuiserie extérieure

- Les menuiseries extérieures seront déposées par le lot 01 et 02

5.4. LOT 04 Plâtrerie - cloison

- Les cloisons existantes seront curées par le lot 01
- Les claustra bois et autres parements seront réalisés par le lot 05
- Fourniture et pose de cloisons sèches toute hauteur et cloisons amovibles
- Fourniture et pose de barrières acoustiques avant la pose des sols par le lot 08
- Fourniture et pose des portes pour les cloisons amovibles, y compris les impostes
- Le présent lot devra prendre en compte les réservations demandées par les lots 09 et 10 dans les cloisons sèches.

5.5. LOT 05 Menuiserie intérieure

- Le lot 06 posera les huisseries de portes à l'avancement des cloisons sèches.

5.6. LOT 06 Sol souple – sol dur

- Pose des sols après les cloisons sèches et avant les cloisons démontables.

5.7. LOT 07 Peinture - Nettoyage

- Ponçages des bandes à joint et pose de toiles de verres à l'avancement des cloisons sèches.

5.8. LOT 08 Faux-plafond

- Sans objet

5.9. LOT 09 CVC - Plomberie

- Préciser au lot 04 les besoins en réservation dans les cloisons sèches.

5.10. LOT 10 CFO - CFA

- Préciser au lot 04 les besoins en réservation dans les cloisons sèches.